

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

## **NSE**

Société anonyme  
au capital de 5 232 972 €  
La Grand Croix – Domaine de La Croix  
03250 Nizerolles

**Exercice clos le 31 décembre 2020**

## **Grant Thornton Commissaire aux Comptes**

Cité Internationale  
44 quai Charles de Gaulle  
CS 60095  
69463 Lyon Cedex 06

## **Serec Consulting Commissaire aux Comptes**

1 Rue de la Grange aux Grains  
03700 Bellerive sur Allier

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

NSE S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de la société NSE,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **NSE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Fonds commercial***

Les fonds commerciaux, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 1 056 K€, ont fait l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités décrites dans le paragraphe « Fonds commercial » de la note 2.2.1 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les données et hypothèses utilisées pour déterminer les valeurs d'usage et nous avons vérifié que l'information donnée à ce titre est appropriée.

### ***Titres de participation***

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage conformément aux modalités indiquées à la note 2.2.3. de l'annexe. Nos travaux ont principalement consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces valeurs d'usage et à revoir les calculs effectués par la société.

### ***Stocks***

La note 2.2.4 de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives notamment à la dépréciation des stocks.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue sur la base des éléments disponibles à ce jour, et vérifié la correcte application de cette méthode.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en

cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon et Bellerive sur Allier, le 30 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton**  
**International**



**Robert DAMBO**  
2021.04.30 09:  
28:39 +02'00'

Robert Dambo  
Associé

**Serec Consulting**



Olivier Joannet  
Gérant

**BILAN - ACTIF***(Montants en euros)*

ACTIF	Notes			31/12/2020	31/12/2019
		Brut	Amort. & Dépréc.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	1 - 5	7 278 301	4 089 058	3 189 243	3 172 141
Immobilisations corporelles	2	14 354 350	10 757 203	3 597 147	2 902 534
Immobilisations financières	3	6 634 876	1 211 354	5 423 522	5 482 134
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>28 267 527</b>	<b>16 057 614</b>	<b>12 209 913</b>	<b>11 556 809</b>
Stocks et encours	4 - 5	13 623 315	3 244 421	10 378 894	12 973 906
Avances et acomptes versés sur commandes		594 603	-	594 603	1 065 613
Créances clients et comptes rattachés	6 - 5 - 10	27 177 840	128 505	27 049 335	21 414 079
Autres créances	6 - 5 - 10	4 411 059	821 058	3 590 001	2 547 613
Valeurs mobilières de placement		20 463	-	20 463	20 463
Disponibilités		3 019 637	-	3 019 637	2 499 029
Charges constatées d'avance	6	452 471	-	452 471	530 500
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>49 299 388</b>	<b>4 193 985</b>	<b>45 105 403</b>	<b>41 051 202</b>
Ecart de conversion Actif		255 522	-	255 522	129 201
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>77 822 437</b>	<b>20 251 599</b>	<b>57 570 838</b>	<b>52 737 212</b>

**BILAN - PASSIF***(Montants en euros)*

PASSIF	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Capital		5 232 972	5 232 972
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 108 102	9 108 102
Réserve légale		523 297	523 297
Report à nouveau		12 733 843	7 937 977
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>3 969 855</b>	<b>5 425 342</b>
Subventions d'investissement		-	-
Provisions réglementées		423 353	369 741
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7</b>	<b>31 991 423</b>	<b>28 597 431</b>
Provisions pour risques		1 353 009	609 639
Provisions pour charges		403 230	438 695
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>8</b>	<b>1 756 240</b>	<b>1 048 334</b>
Emprunts obligataires convertibles	9 - 10	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 - 10	5 772 530	4 289 219
Emprunts et dettes financières diverses	9 - 10	23 049	23 049
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		5 212 961	4 473 803
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 - 10	5 865 993	6 106 434
Dettes fiscales et sociales	9 - 10	6 287 806	7 760 942
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 - 10	606 946	8 244
Autres dettes	9 - 10	52 800	15 695
Produits constatés d'avance		-	287 348
<b>DETTES</b>		<b>23 822 084</b>	<b>22 964 734</b>
Ecart de conversion Passif		1 091	126 714
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>57 570 838</b>	<b>52 737 212</b>

**COMPTE DE RESULTAT***(Montants en euros)*

Compte de résultat	Notes	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois
Vente de marchandises		5 782 283	4 130 403
Production vendue (biens)		23 692 525	27 944 675
Production vendue (services)		29 295 681	32 482 634
Produits des activités annexes		37 687	40 278
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>11</b>	<b>58 808 175</b>	<b>64 597 990</b>
Production stockée		(2 094 490)	312 157
Production immobilisée		275 631	204 437
Subventions d'exploitation		-	573
Reprises sur dépréciations, provisions et amortissements, transferts de charges	13	416 883	2 248 306
Autres produits		27 518	10 468
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>57 433 717</b>	<b>67 373 932</b>
Achats et variations de stocks de marchandises		4 249 604	3 047 235
Achats et variations de stocks de MP et autres approvisionnements		10 382 683	14 814 222
Autres achats et charges externes	12	16 806 438	19 773 692
Impôts, taxes et versements assimilés		1 182 408	1 176 362
Salaires et traitements		12 600 457	12 793 440
Charges sociales		4 831 708	4 857 830
Dotations aux amortissements et dépréciations	13	1 963 563	1 922 361
Autres charges		45 682	516 155
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>52 062 544</b>	<b>58 901 297</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>5 371 173</b>	<b>8 472 635</b>
Produits financiers		910 249	705 370
Charges financières		822 617	1 644 612
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>14</b>	<b>87 632</b>	<b>(939 242)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>5 458 805</b>	<b>7 533 393</b>
Produits exceptionnels		1 360 803	2 359 657
Charges exceptionnelles		1 047 264	1 121 370
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>15</b>	<b>313 540</b>	<b>1 238 287</b>
Participation des salariés aux résultats		834 676	1 251 635
Impôts sur les bénéfices	16	967 814	2 094 703
<b>RESULTAT NET</b>		<b>3 969 855</b>	<b>5 425 342</b>

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

### 1. FAITS CARACTERISTIQUES

L'exercice 2020 a été plus particulièrement marqué par les événements suivants :

#### *En France*

- L'impact de la pandémie a généré une baisse limitée de 9 % du chiffre d'affaires.
  - Mise en place d'un nouveau Directoire
  - Mise en place d'une Direction des opérations en charge des BUI et BUC.
  - Renforcement de la structure Juridique avec l'arrivée d'un responsable Administratif et Juridique
  - Etablissement de Business plans pour tous les Domaines d'Activité Stratégiques
- BU Conception :
    - L'activité Conception a poursuivi sa croissance en 2020 à +4,4%, pour atteindre 7,7 M€ sur l'ensemble de l'exercice.
    - La BUC a une fois encore tiré profit de son positionnement sur le développement et la production d'équipements électroniques performants et la montée en puissance de contrats étatiques résilients, malgré le contexte défavorable lié à la crise sanitaire.
    - La dynamique de notre activité de modification « NVIS » pour le vol de nuit sous jumelles de vision nocturne, va devenir prépondérante sur le CA 2021 de la BU Conception ;
    - Suite à l'incendie partiel de notre site de Soyons en 2019, la reconstruction et l'agrandissement de 200m<sup>2</sup> du bâtiment seront finalisés en début d'exercice 2021.
  - BU Intégration :
    - Après une forte progression en 2019, la crise sanitaire est venue, comme annoncé dès avril 2020, impacter l'aéronautique civile et freiner le développement commercial de la BU.
    - Toutefois, l'important travail de diversification entrepris lors des exercices précédents a permis de compenser en partie cette baisse, en maintenant un niveau d'activité significatif sur ses autres secteurs, notamment la Défense.
    - A noter que deux programmes majeurs sont arrivés à terme en Juin 2020
    - La bonne tenue de nos activités de la BU Intégration, le renforcement de son positionnement auprès d'acteurs du secteur Défense terrestre et la poursuite du programme d'amélioration de performance sur l'ensemble des sites du Groupe en France.
  - BU Services :
    - La BU Services a retrouvé la croissance au second semestre, après un premier trimestre significativement impacté par le premier confinement et l'arrêt du réseau logistique, pour ressortir en légère croissance.
    - A noter la signature de nouveaux contrats pluriannuels de soutien logistique et technique de maintenance d'équipements dans la Défense terrestre, Aéronautique et Electronique ;

- Fermeture et mise en vente du site de Maillane et transfert des activités vers le site de Brive  
Développement de l'activité MRO global sur Beechcraft et Citation sur le hangar avion NSE de l'aéroport de Clermont-Ferrand Auvergne.

### *Dans nos filiales*

- Développement de notre nouvelle filiale en Inde NSE India, basée à Bangalore, qui est dédiée aux activités de réparation d'équipements électroniques et d'assemblage de produits propres. NSE india a signé des contrats significatifs sur la fourniture de bancs de tests ainsi que sur des feux de position hélicoptères à livrer en 2021. Une capacité engineering est en développement.
- Développement filiale NSE TLS (Technique Logistique Services) basée à Montréal au Canada, pour adresser les marchés de soutien technique et logistique en Amérique du Nord (Canada, USA) dans les secteurs aéronautique, transports, Défense. La société NSE TLS après avoir gagné un premier marché très structurant dans le secteur transports en 2019, la société a diversifié et signé un nouveau contrat en 2020. Il a été lancé la construction d'un nouveau bâtiment de 12.000 M<sup>2</sup> en location dont 4.200 M<sup>2</sup> pour NSE TLS à Sainte Eustache (Nord-Ouest Montréal).
- L'activité de NSE AUTOMATECH, filiale au Canada, malgré la pandémie, a progressée sur 2020, notamment sur les marchés du médical (prothèses et outillage médical, et harnais pour respirateurs), dans l'aéronautique, et également dans le secteur de la Défense.
- Au Brésil, NSE Brasil continue de souffrir de la pandémie et de la crise politico-économique du pays. Les résultats sont en perte mais nous restons toujours confiants sur la reprise, en maintenant un minimum d'activités, notamment dans les secteurs où nous sommes concernés, l'aéronautique et la Défense. A noter l'arrêt d'activité de certains de nos concurrents, qui aura un aspect positif sur cette filiale.
- Au Maroc, notre filiale NSE Aéro Maroc a été fortement impactée en 2020 suite l'arrêt de deux contrats majeurs de câblage et d'intégration en sous-traitance du site de Riom, ainsi que par la pandémie.
- En Inde, notre filiale HICAL-NSE a triplé son CA malgré des décalages de commandes dû à la pandémie. Les arrêtés de comptes de l'exercice 2019/2020 s'arrêtent pour toutes les entreprises du pays au 30 Mars et devraient atteindre un objectif d'équilibre. Le carnet de commandes est beaucoup plus significatif pour l'année 2021.

### **COVID 19**

"La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent un évènement majeur au 31/12/2020.

Dans le contexte évolutif de la pandémie de coronavirus (COVID-19), le Directoire a maintenu en place et renforcé son Plan de Continuité et d'Adaptation (PCA) pour NSE et ses filiales.

NSE s'adapte aux décisions intermittentes de confinement et de protection dues au COVID-19 afin de maintenir son outil de production opérationnel en mettant en place les mesures suivantes :

- la mise en place de télétravail de nombreux salariés ;
- le Directoire a pris toutes les mesures de préservation de la santé de nos salariés et d'optimisation de l'organisation de l'entreprise afin d'opérer dans les meilleures conditions.

NSE dispose d'une situation financière solide qui lui permet de faire face aux enjeux de cette crise sanitaire. Dans ce contexte de crise Covid-19 et sur la base des éléments décrits ci-avant, la société estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause".

- Au Canada et en Inde, les gouvernements de ces pays ont décidé la fermeture d'activités complètes d'entreprises affectant nos filiales :
  - NSE AUTOMATECH (sauf activités Médicales et Défense)
  - NSE TLS
  - NSE India
  - HICAL NSE
- Concernant nos autres filiales :
  - Pour le Brésil : l'activité a été fermée ponctuellement pour confinement et reste réduite.
  - Pour le Maroc : l'activité a été fermée ponctuellement pour confinement et reste réduite.
- Le Directoire a pris toutes les mesures de préservation de la santé de nos salariés et d'optimisation de l'organisation de nos filiales.

## 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1. PRINCIPES GENERAUX

---

Tous les montants sont exprimés en euros, sauf mention contraire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les règlements de l'Autorité des Normes Comptables 2016-07 du 4 novembre 2016 et 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois, tout comme l'exercice précédent.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes sont identiques à celles du dernier exercice clos le 31 décembre 2019.

!

## 2.2. METHODES COMPTABLES

### 2.2.1. Immobilisations incorporelles

#### ▪ *Frais de développement*

La société a opté pour la méthode préférentielle de l'activation de ses frais de développement (hors frais de recherche) répondant aux six critères d'activation prévus par le Plan Comptable Général :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- Intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- Capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité) ;
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Seuls les coûts (directs et indirects) qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation sont désormais incorporables au coût de production :

- Le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- Les charges directes de production, comprenant notamment les salaires et autres coûts liés au personnel directement engagé pour générer l'actif ainsi que les coûts de dépôt de brevet.

Les frais de développement sont amortis à compter de la mise en service des immobilisations produites, sur leur durée réelle d'utilisation, qui varie de 3 à 5 ans en fonction de la nature des projets

En cas d'échec ou de perspectives commerciales insuffisantes, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour la valeur nette comptable et l'immobilisation incorporelle est sortie du bilan.

#### ▪ *Fonds commercial*

Les fonds commerciaux correspondent :

- aux fonds commerciaux inscrits en comptabilité pour les montants figurant dans les actes d'acquisition des sociétés rachetées ;
- aux malis techniques de fusion résultant de la différence entre l'actif net comptable des sociétés absorbées et la valeur nette comptable de ces participations dans les comptes de la société NSE.

Les malis techniques de fusion résultent de la différence entre l'actif net comptable des sociétés absorbées et la valeur nette comptable de ces participations dans les comptes de la société.

En application des dispositions du règlement 2015-06 de l'ANC relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, l'analyse menée par la société au 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'a conduit à réaffecter par nature certains malis de fusion et à revoir la durée d'utilisation des fonds commerciaux.

#### - Affectation des malis techniques

La mali technique, d'un montant de 1,3 M€ issu de la fusion avec la société NSE en 2015 a ainsi été rattaché au terrain et constructions liées et amorti en conséquence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

- Amortissement des fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est limitée

L'article 214-3 modifié du PCG prévoit l'amortissement des fonds commerciaux lorsque leur durée d'utilisation est limitée au regard de critères inhérents à son utilisation par la société. Les fonds sont alors amortis sur leur durée d'utilisation ou, si cette durée ne peut être déterminée de façon fiable, sur 10 ans.

En 2016, la société a identifié un fonds commercial d'une valeur de 321 K€ dont la durée n'a pu être déterminée de façon fiable et a décidé de l'amortir sur 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

- Test de dépréciation annuel

L'article 214-15 modifié du PCG prévoit pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, la réalisation d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur, afin de tenir compte d'éventuelles évolutions ayant pu diminuer leur rentabilité et leur valeur. En cas de perte de valeur, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

La valeur d'usage des fonds commerciaux correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation estimée à partir des prévisions à court terme ou, le cas échéant, selon la méthode DCF « Discounted Cash-Flow ». L'évaluation est faite globalement si le ou les fonds concernés sont indissociables de l'activité de l'entreprise

▪ **Logiciels**

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 1 à 5 ans.

### 2.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, c'est à dire au prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable :

▪ Terrains	non amortis
▪ Constructions	20 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 ans
▪ Installations générales, agencements divers	10 ans
▪ Matériel de transport	4 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 ans

Les actifs immobilisés corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas d'immobilisations significatives susceptibles de donner lieu à une approche par composants.

### 2.2.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux éléments suivants :

- Titres de participations des filiales de la société
- Titres d'autocontrôle
- Prêts versés à un organisme collecteur de la participation à l'effort construction
- Dépôts de garantie

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la clôture de l'exercice la valeur des titres est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire correspond pour les titres de participations à la valeur d'usage déterminée en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise et pour les actions propres au cours moyen de bourse

du dernier mois de l'exercice. La valeur d'usage des titres de participation est déterminée selon une approche multicritères (quote-part de situation nette, valeur de marché, perspectives de rentabilité), utilisant, le cas échéant, la méthode des cash-flow actualisés.

#### 2.2.4. Stocks

Les stocks de produits sont valorisés à leur coût de production qui comprend les coûts directs de production et les frais généraux de production, fixes et variables, qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Les stocks de produits finis sont suivis selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les marchandises et approvisionnements sont valorisés à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée, le cas échéant, pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de réalisation, déduction faite des frais commerciaux de vente.

La provision pour dépréciation des stocks est calculée comme suit :

- Pour les sites de production, les articles dont la date du dernier mouvement est antérieure à 3 ans sont totalement dépréciés ;
- Pour les sites de maintenance, les articles dont la date du dernier mouvement est antérieure à 2 ans sont totalement dépréciés.

#### 2.2.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### 2.2.6. Opérations en devise

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les gains et pertes de changes relatifs aux opérations d'exploitation sont comptabilisés en autres produits ou charges d'exploitation.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce cours est portée en " écart de conversion ".

En l'absence de couverture de change, les écarts de conversion actifs (pertes de change latentes) non compensés font l'objet d'une provision pour risques. Les profits de change latents ne sont pas comptabilisés conformément au principe de prudence, mais sont réintégrés fiscalement.

#### 2.2.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti. Les plus-values latentes sont réintégrées fiscalement.

#### 2.2.8. Provision pour risques

Des provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux risques et charges en cours. La politique de la Société en matière de provisions sur litiges et contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les risques financiers de chaque litige et des possibilités qui lui sont associées.

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le coût des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits et services vendus. La garantie contractuelle est généralement de un an.

### 2.2.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement la vente de produits et de prestations de services.

#### ▪ **Produits**

Les ventes concernent les produits suivants :

- Produits propres (maîtrise complète par NSE de l'ensemble des spécifications des produits) ;
- Conception d'équipements (développés sur cahier des charges d'un donneur d'ordre) ;
- produits repris en fabrication pour le traitement de l'obsolescence.

Le chiffre d'affaires est reconnu au moment du transfert des risques et avantages aux clients, correspondant généralement à la livraison des produits.

Il n'existe pas de contrats à long terme compte tenu du délai de fabrication réduit.

#### ▪ **Services**

Les prestations de services correspondent essentiellement à l'activité de réparation des produits vendus. Il n'existe pas de contrats de maintenance annuelle. Le chiffre d'affaires est généré une fois les réparations réalisées.

### 2.2.10. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

### 2.2.11. Transaction avec des parties liées

Sur l'exercice, la société n'a pas conclu avec des parties liées de transactions telles que définies dans la note de Présentation du Règlement 2010-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

### 2.2.12. Indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chacun des salariés présents à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, conformément à la recommandation 2013-02 sur les engagements de retraite adoptée par l'ANC en novembre 2013.

Le montant des engagements est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées qui est une méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière. Cette méthode consiste à calculer le montant des droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits.

Les hypothèses de détermination des indemnités de fin de carrière (IFC) ont donc été déterminées comme suit :

	Hypothèses 2020	Hypothèses 2019
Modalités de départ à la retraite	- Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 63 ans.	- Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 63 ans.
Application d'un taux de charges sociales	42%	42%
Taux d'actualisation	0.35%	0.7617%
Tables de mortalité	Tables INSEE 2012-2016	Tables INSEE 2012-2016
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	2%	2%
Taux de rotation	Taux moyen de 10% , lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante	Taux moyen de 10% , lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante

Les hypothèses retenues appellent les précisions suivantes :

- Le taux de progression moyen des salaires a été déterminé toute catégorie socio-professionnelle confondue et quel que soit l'âge des salariés ;
- Les tables de mortalité INSEE sont communément utilisées pour l'engagement des indemnités de fin de carrière en France ;
- Le taux d'actualisation doit correspondre au taux de rendement des entreprises de première qualité, de même monnaie et de même durée que les engagements évalués. Au 31 décembre 2020, la durée du régime est de 12 ans. Le taux d'actualisation retenu est le taux Corporate Non Financial AA +10 ans de la zone euro selon la source iboxx ;
- Pour tenir compte de la plus grande mobilité des plus jeunes tranches d'âge, le taux de sortie moyen est réparti par âge en utilisant une fonction décroissante. Aucune distinction n'a été effectuée entre les différentes catégories socio-professionnelles.

La société externalise une part significative du financement de son engagement auprès d'une compagnie d'assurance au travers du versement de primes figurant dans les charges de l'exercice. La différence entre le montant de l'engagement total au titre des indemnités de fin de carrière et le montant dont le financement est externalisé auprès de la compagnie d'assurance est mentionnée en engagements hors bilan.

Les versements effectués porteurs d'intérêts s'élèvent à 455 milliers d'euros. Aucun versement n'a été réalisé au cours de l'exercice.

Suite à la fusion intervenue en 2015, la société avait inscrit dans ses comptes une provision pour indemnité de fin de carrière de 847 K€, provision constituée par la société absorbée lorsque l'engagement de retraite était supérieur à la couverture externalisée. La société a décidé de ne pas réévaluer cette provision et de la reprendre au fur et à mesure de son utilisation effective. Au regard des départs intervenus sur l'exercice, la provision a été reprise à hauteur de 35 K€ et s'élève ainsi à 403 K€ au 31 décembre 2020.

### 3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

#### NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2019	Acquisitions / Virements poste à poste	Cessions / Diminution	Reclassements	31/12/2020
Logiciels	3 450 067	209 590			3 659 657
Fonds de commerce	1 315 830				1 315 830
Frais de développement	1 220 511	275 631	(616 613)		879 529
Autres immobilisations incorporelles	1 079 260	12 520			1 091 780
Immobilisations incorporelles en cours	20 400	311 105			331 505
<b>Total brut des immobilisations incorporelles</b>	<b>7 086 067</b>	<b>808 847</b>	<b>(616 613)</b>	<b>-</b>	<b>7 278 301</b>
Logiciels	3 042 661	374 008			3 416 669
Fonds de commerce	227 941	32 160			260 101
Frais de développement	627 266	375 813	(616 613)		386 465
Autres immobilisations corporelles	16 059	9 764			25 822
<b>Total des amortissements et dépréciations</b>	<b>3 913 926</b>	<b>791 744</b>	<b>(616 613)</b>	<b>-</b>	<b>4 089 058</b>
<b>TOTAL net des immobilisations incorporelles</b>	<b>3 172 141</b>	<b>17 102</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 189 243</b>

Le montant des fonds de commerce se décompose comme suit :

Au 31 décembre 2020	Brut	Dépréciation	Net
Soditech	350 000		350 000
Activité logistique NSE	338 398		338 398
E-Track	321 614	(160 800)	160 813
Bayo	206 517		206 517
Taverny	65 000	(65 000)	-
Autres	34 301	(34 301)	-
<b>TOTAL net des fonds de commerce</b>	<b>1 315 830</b>	<b>(260 101)</b>	<b>1 055 728</b>

Les autres immobilisations incorporelles concernent des savoirs faire et des habilitations comptabilisées en 2009 pour 1 050 000 €. Le détail de ces savoirs faire est le suivant :

Qualité	ISO 9001
	EN 9100
	Certification qualité AQAP 21 10 qui permet de travailler pour l'OTAN dans le domaine de la Défense obtenue en 2010 et
Agréments aéronautique	PART 145 « Maintenance pour la partie électrique »
	POAPART 21 G pour la production
	APDOA PART 21 pour la conception
Habilitations Défense	

**NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	31/12/2019	Acquisitions / Virements poste à poste	Cessions / Diminution	Reclassement	31/12/2020
Terrains	252 595	-	(29 196)		223 398
Constructions	4 075 415	975 257	(84 135)		4 966 537
Installations et agencements	2 398 573	40 591	(79 081)		2 360 083
Matériel et outillage industriel	3 794 944	255 242	(312 859)		3 737 327
Matériel de transport	80 217	-			80 217
Matériel et mobilier de bureau et informatique	2 452 582	297 169	(65 280)		2 684 471
Immobilisations corporelles en cours	371 379	505 126	(574 189)		302 317
<b>Total brut des immobilisations corporelles</b>	<b>13 425 705</b>	<b>2 073 386</b>	<b>(1 144 740)</b>	<b>-</b>	<b>14 354 350</b>
Constructions	2 712 397	203 560	(8 968)		2 906 989
Installations et agencements	2 077 613	100 503	(53 567)		2 124 549
Matériel et outillage industriel	3 434 280	213 677	(312 859)		3 335 099
Matériel de transport	75 853	2 737	-		78 590
Matériel et mobilier de bureau et informatique	2 223 027	152 702	(63 753)		2 311 976
<b>Total des amortissements et dépréciations</b>	<b>10 523 171</b>	<b>673 179</b>	<b>(439 147)</b>		<b>10 757 203</b>
<b>TOTAL net des immobilisations corporelles</b>	<b>2 902 534</b>	<b>1 400 207</b>	<b>(705 593)</b>	<b>-</b>	<b>3 597 147</b>

**NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

IMMOBILISATIONS BRUTES	31/12/2019	Acquisitions	Cessions / Diminution	31/12/2020
<b>Immobilisations financières</b>				
Titres de participation	3 422 871	-		3 422 871
Créances rattachées à des participations	27 322			27 322
Actions propres	2 626 358	179 800	(202 810)	2 603 348
Prêts	225 756	-		225 756
Dépôts et cautionnements	364 203	14 225	(119 432)	258 996
Autres créances immobilisées	72 161	24 421		96 582
<b>TOTAL Brut</b>	<b>6 738 672</b>	<b>218 446</b>	<b>(322 242)</b>	<b>6 634 876</b>

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2019	Dotations	Diminutions	31/12/2020
<b>Immobilisations financières</b>				
Titres de participation	1 062 354	149 000		1 211 354
Actions propres	194 184	(194 184)		-
<b>TOTAL Amortissements et Dépréciations</b>	<b>1 256 538</b>	<b>(45 184)</b>	<b>-</b>	<b>1 211 354</b>
<b>IMMOBILISATIONS NETTES</b>	<b>5 482 134</b>			<b>5 423 522</b>

Au 31 décembre 2020, la société détient 227.634 actions propres.

**TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Filiales et participations	Designation Filiales	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en%)	Valeur comparable des titres détenus		Prêt et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brute	Nette					
<b>Renseignements détaillés concernant les filiales et participations</b>											
<i>Filiales (plus de 50 % du capital détenu):</i>											
	NSE Aero North America (*)	2 542	1 388	100%	2 537	1 919	1 765		11 419	1 344	
	NSE Brasil	439	(965)	100%	438	0	808	0	135	(392)	
	NSE Equipements	3	48	99%	199	50	0		12	259	498
	NSE Aéro Marcc	30	141	100%	30	30	226		497	(51)	
	NSE Téléservices (Maroc)	10	27	60%	6	0			0	0	
	NSE India	75	43	100%	75	75			152	37	
<i>Participations (de 10% à 50 % du capital détenu):</i>											
	HICAL - NSE	71	91	49%	138	138	108		1 026	51	

(\*) : les données présentées ci-dessus sont les données consolidées de la société NSE Aéro North América et de sa filiale à 71,16% NSE AUTOMATECH située également au Canada : NSE AUTOMATECH détenue à 71% et NSE TLS à 50%.

La société NSE Téléservices est en sommeil.

La société NSE Equipement n'a plus d'activité depuis le mois de juillet 2020.

**NOTE 4 : STOCKS**

	Brut	Dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	
Matières	8 588 114	(2 746 733)	5 841 380	6 544 405
Marchandises	502 814	(122 648)	380 166	231 303
Produits en cours	2 136 842	.	2 136 842	3 785 680
Produits finis	1 688 471	(370 842)	1 317 628	1 719 611
Etudes en cours	585 107		585 107	622 752
Divers	121 968	(4 198)	117 770	70 155
<b>Total</b>	<b>13 623 315</b>	<b>(3 244 421)</b>	<b>10 378 894</b>	<b>12 973 906</b>

**NOTE 5 : TABLEAU DES DEPRECIATIONS**

	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	99 301	-	-	99 301
Immobilisations financières (a)	1 256 538	149 000	- 194 184	1 211 354
Stocks	3 291 802	63 900	- 111 280	3 244 421
Créances clients	128 370	135	-	128 505
Autres créances (b)	521 489	299 569		821 058
<b>TOTAL</b>	<b>5 297 500</b>	<b>512 604</b>	<b>- 305 464</b>	<b>5 504 639</b>
	<i>dont exploitation</i>	64 035	- 111 280	
	<i>dont financier</i>	448 569	- 194 184	
	<i>dont exceptionnel</i>	-	-	

(a) : La dépréciation de 149 K€ des immobilisations financières concerne les titres de la filiale NSE Equipements. La reprise de 194K€ des immobilisations financières concerne les actions propres.

(b) : Les dépréciations des autres créances concernent principalement la dépréciation à 100% du compte courant avec la filiale brésilienne d'un montant de 299 K€.

**NOTE 6 : ETAT DES CRÉANCES**

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<i>De l'actif immobilisé</i>			
Créances rattachées à des participations	27 322	-	27 322
Prêts (a)	225 756	-	225 756
Autres immobilisations financières (b)	355 579	-	355 579
<i>De l'actif circulant</i>			
Clients douteux ou litigieux	150 210	-	150 210
Autres créances clients	27 027 630	26 883 613	144 017
Personnel et comptes rattachés	20 340	20 340	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 560	25 560	-
Etat - Impôts sur les bénéfices (c)	740 458	740 458	-
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	537 423	537 423	-
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés	59 766	59 766	-
Groupe et associés	2 906 551	2 906 551	-
Débiteurs (d)	120 960	120 960	-
Charges constatées d'avance (e)	452 471	452 471	-
<b>TOTAL</b>	<b>32 650 027</b>	<b>31 747 143</b>	<b>902 883</b>

(a) Les prêts concernent les sommes versées dans le cadre de la contribution à l'effort construction.

(b) Les autres immobilisations financières concernent principalement des dépôts de garantie versés.

(c) La créance d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
Crédit impôt recherche	412 889	1 091 525
Autres crédits d'impôt	1 639	8 018
Impôts sur les sociétés	325 930	(2 508 936)
<b>TOTAL</b>	<b>740 458</b>	<b>(1 409 393)</b>

(d) Les débiteurs divers incluent notamment des avoirs fournisseurs à recevoir à hauteur de 103 K€.

(e) Les charges constatées d'avance ont toutes un caractère d'exploitation.

**NOTE 7 : CAPITAUX PROPRES** **EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES**

	Capital	Prime d'émission	Prime de fusion	Réserve légale	Report à nouveau	Résultat	Amortissements dérogatoires	TOTAL	Dividendes
Capitaux propres au 31/12/19	5 232 972	1 940 628	7 167 474	523 297	7 937 977	5 425 342	369 741	28 597 431	
Affectation du résultat N-1									
Résultat N					4 795 867	(5 425 342)		(629 475)	629 475
Amortissements dérogatoires						3 969 855		3 969 855	
							53 613	53 613	
Capitaux propres au 31/12/20	5 232 972	1 940 628	7 167 474	523 297	12 733 843	3 969 855	423 353	31 991 423	

L'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 du 25 juin 2020 a décidé la mise en paiement au 1<sup>er</sup> juillet 2020 d'un dividende de 629.475 euros.

 **CAPITAL SOCIAL**

Le capital social s'élève à 5 232 972 euros au 31 décembre 2020. Il est composé de 3.376.111 actions de 1,55 euros de valeur nominale dont 227.634 actions d'autocontrôle

 **PROVISIONS REGLEMENTEES**

La variation de 54 K€ des amortissements dérogatoires se décompose comme suit :

- une charge de 87 K€ comptabilisée en résultat exceptionnel (cf. note 13) :

En 2018, suite à la levée des options des contrats de crédit-bail des ensembles immobiliers situés à Brive et à Cuers, la société a réintégré fiscalement la fraction des loyers correspondant à la différence entre la valeur des immeubles lors de la signature des contrats diminuée des prix de levée de l'option (soient un euro pour Brive et 113 K€ pour Cuers) et le montant des amortissements que la société aurait pu pratiquer si elle avait été propriétaire des biens depuis cette date, soit un montant de 899 K€.

En 2017 la société avait levé l'option du contrat de crédit-bail de l'ensemble immobilier situé à Abrest et à ce titre avait réintégré fiscalement 755 K€.

En 2013 la société avait levé l'option du contrat de crédit-bail de l'ensemble immobilier situé à Soyons et à ce titre avait réintégré fiscalement 470 K€. Suite au sinistre intervenue en 2019, le prix de revient fiscal de cet immeuble est ramené à 338 K€.

Afin de pouvoir bénéficier de la déduction fiscale de ces amortissements, des amortissements dérogatoires sont comptabilisés sur la durée probable d'utilisation des deux ensembles immobiliers.

- Une reprise de 33 K€ comptabilisée en résultat exceptionnel (cf. note 13) :

En février 2020, la société a cédé le bâtiment de Cuers dont elle avait levé l'option du contrat de crédit-bail en 2018. Ainsi la fraction des loyers réintégré en 2018 pour 588 K€ a été déduite fiscalement au cours de l'exercice et le montant des amortissements dérogatoires comptabilisés depuis 2018 repris pour un montant de 33 K€.

**NOTE 8 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Situation en fin d'exercice
			Avec objet	Sans objet	
Provisions pour litiges	191 000	15 000	(161 000)		45 000
Provisions pour garantie	62 644	78 419	(16 875)	-	124 187
Provisions pour perte de change	5 651	255 522	(5 651)		255 522
Autres provisions pour risques et charges	350 344	722 790	(144 834)		928 300
<b>Total provisions pour risques</b>	<b>609 639</b>	<b>1 071 731</b>	<b>(328 361)</b>	<b>-</b>	<b>1 353 009</b>
Provision pour indemnités fin de carrière	438 695	-	(35 465)	-	403 230
Autres provisions pour charges	-		-		-
<b>Total provisions pour charges</b>	<b>438 695</b>	<b>-</b>	<b>(35 465)</b>	<b>-</b>	<b>403 230</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 048 334</b>	<b>1 071 731</b>	<b>(363 826)</b>	<b>-</b>	<b>1 756 240</b>
<i>dont exploitation</i>		434 604	(146 826)		-
<i>dont financier</i>		243 408	-		
<i>dont exceptionnel</i>		393 719	(217 000)		

- Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges concernent principalement des litiges salariaux provisionnés en fonction du risque encouru.

- Provisions pour garantie donnée aux clients

Les produits et services concernant essentiellement l'aéronautique sont délivrés dans le cadre de réglementations très strictes garantissant leur fiabilité. Au regard des retours observés une provision pour garantie est comptabilisée afin de couvrir le coût total de retour en garantie des produits fabriqués ou réparés par la société.

- Autres provisions pour risques

Les autres provisions concernent des provisions pour pertes latentes ou avérées sur contrats.

**NOTE 9 : ETAT DES DETTES**

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
<i>Emprunts et dettes auprès étab. crédits</i> à 1 an maximum à l'origine	200	200		
à plus d'1 an à l'origine	5 772 330	3 850 076	1 922 254	-
Emprunts et dettes financières divers	23 049	23 049		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 865 993	5 865 993		
Personnel et comptes rattachés	2 481 427	2 481 427		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 625 639	1 625 639		
<i>Etats et autres collectivités publiques</i> Impôts sur les bénéfices	-	-		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 986 991	1 986 991		
Autres impôts, taxes et assimilés	193 749	193 749		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	606 946	606 946		
Autres dettes	52 800	52 800		
<b>TOTAL</b>	<b>18 609 123</b>	<b>16 686 869</b>	<b>1 922 254</b>	<b>-</b>
Emprunts souscrits en cours de l'exercice	3 000 000			
Emprunts remboursés au cours de l'exercice	1 525 038			

Les emprunts et dettes financières divers concernent des dépôts de garantie reçus.

**NOTE 10 : CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR**

Les charges à payer s'analysent comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits</b>		
Intérêts courus	12 583	4 123
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>		
Factures non parvenues	3 037 687	1 578 161
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
Indemnités de congés payés / RTT / Bonus	1 642 773	1 626 691
Participation et intéressement	834 675	1 251 635
Charges sociales à payer	831 956	870 985
Impôts et taxes à payer	155 806	335 028
<b>Autres dettes</b>		
Clients - avoirs à établir	52 800	4 462
Autres charges à payer	-	1 698
<b>TOTAL</b>	<b>6 568 280</b>	<b>5 672 783</b>

Les produits à recevoir se décomposent comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Créances clients</b>		
Factures à établir	7 995 980	4 455 893
<b>Créances fiscales et sociales</b>		
Etat - Produits à recevoir	59 766	-
<b>Autres créances</b>		
Fournisseurs - avoirs à recevoir	103 359	112 505
<b>TOTAL</b>	<b>8 165 009</b>	<b>4 568 399</b>

**NOTE 11 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires est réalisé sur un seul secteur d'activité.

	<i>France</i>	<i>Export</i>	<b>31/12/2020</b> <i>Total</i>	<b>31/12/2019</b> <i>Total</i>
Vente de marchandises	5 690 725	129 244	5 819 970	4 170 680
Production vendue de biens	15 575 483	8 117 042	23 692 525	27 944 675
Prestations de services	26 647 731	2 647 950	29 295 681	32 482 634
			-	
<b>TOTAL</b>	<b>47 913 939</b>	<b>10 894 236</b>	<b>58 808 175</b>	<b>64 597 990</b>

**NOTE 12 : AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES**

Les autres achats et charges externes se décomposent comme suit :

	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Achats d'études et de prestations de services	5 733 128	8 251 211
Achats de matières et de fournitures	702 517	691 475
Sous-traitance	3 108 258	3 344 762
Loyers et charges locatives	770 671	789 354
Frais d'entretien	815 574	783 272
Assurance	497 042	481 277
Personnel intérimaire	2 576 222	2 246 673
Honoraires et commissions versées	1 302 533	1 528 868
Déplacements et réceptions	380 262	665 471
Frais postaux et de télécommunications	244 316	233 137
Frais de gardiennage	348 306	337 334
Services bancaires	128 079	112 934
Divers	199 531	307 924
<b>TOTAL</b>	<b>16 806 438</b>	<b>19 773 692</b>

**NOTE 13 : DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS – TRANSFERTS DE CHARGES**

Les reprises sur provisions, dépréciations et les transferts de charges inscrits en produits d'exploitation se décomposent comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
Reprise dépréciations d'exploitation (cf note 5)	111 280	955 040
Reprise provisions pour risques d'exploitation (cf note 8)	146 826	213 553
Transferts de charges (détail ci-dessous)	158 776	1 079 713
<b>TOTAL</b>	<b>416 882</b>	<b>2 248 306</b>

Les transferts de charges s'analysent comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
Avantages en nature	57 524	63 923
Indemnités SS & prévoyance	22 955	18 521
Indemnités litiges et assurance	70 835	984 065
Divers	7 462	13 204
<b>TOTAL</b>	<b>158 776</b>	<b>1 079 713</b>

Les variations des amortissements, provisions et dépréciations sur l'exercice sont les suivantes :

	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Situation en fin d'exercice
Dépréciations (cf note 5)	5 297 500	512 604	(305 464)	5 504 639
Provisions réglementées (cf note 7)	369 741	87 107	(33 494)	423 353
Provisions pour risques et charges (cf note 8)	1 048 334	1 071 731	(363 826)	1 756 240
<b>Sous-Total</b>		<b>1 671 442</b>	<b>(702 785)</b>	
Amortissements		1 464 924		
<b>TOTAL</b>		<b>3 136 366</b>	<b>(702 785)</b>	
		<i>dont exploitation</i>	<i>(258 106)</i>	
		<i>dont financier</i>	<i>(194 184)</i>	
		<i>dont exceptionnel</i>	<i>(250 494)</i>	

**NOTE 14 : RESULTAT FINANCIER**

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits financiers</b>		
Revenus des créances rattachées à des participations (a)	534 021	50 167
Intérêts moratoires	51 174	56
Résultat de change	130 870	1 100
Reprise provision (b)	194 184	654 047
Autres revenus		
	<b>910 249</b>	<b>705 370</b>
<b>Charges financières</b>		
Intérêts sur emprunts bancaires	107 063	163 056
Intérêts sur emprunts groupe	-	2 825
Résultat de change	23 577	5 427
Dotations aux provisions (c)	691 977	1 473 304
	<b>822 617</b>	<b>1 644 612</b>
<b>Total</b>	<b>87 632</b>	<b>(939 242)</b>

(a) : Les revenus des créances rattachées à des participations concernent principalement les dividendes reçus de la filiale NSE Equipement à hauteur de 498 K€.

(b) : Les reprises de provisions concernent a reprise de la dépréciation des actions propres constatée lors de l'exercice précédent pour 194 K€.

(c) : Les dotations aux provisions concernent principalement :

- la dépréciation à 100% des créances rattachées de la filiale brésilienne pour 299 K€ ;
- la dépréciation partielle des créances rattachées de la filiale canadienne à hauteur de 243 K€ ;
- la dépréciation partielle des titres de la filiale NSE Equipements à hauteur de 149K€

**NOTE 15 : RESULTAT EXCEPTIONNEL**

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits exceptionnels</b>		
Indemnités d'assurance sinistre Soyons	-	1 751 699
Cession d'actifs immobilisés	1 094 220	184 689
Pénalités sur affaires	16 088	297 206
Reprises sur provisions pour risques et charges	250 494	126 064
Divers		
	<b>1 360 803</b>	<b>2 359 658</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sinistre Soyons	1 483	293 238
Cession d'actifs immobilisés	334 214	232 294
Pénalités sur affaires	127 107	179 242
Indemnités transactionnelles		82 369
Dotations aux provisions et amortissements	480 826	319 489
Divers	103 633	14 739
	<b>1 047 264</b>	<b>1 121 371</b>
<b>Total</b>	<b>313 540</b>	<b>1 238 287</b>

**NOTE 16 : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES**

	Avant impôt			Impôt correspondant	Net après impôt
	Comptable	Décalages fiscaux	Fiscal		
Résultat courant avant impôt	5 458 805		5 458 805	(1 187 197)	4 271 609
Résultat exceptionnel	313 540		313 540	(195 144)	118 395
Participation et intéressement					(834 676)
Crédit impôt recherche				412 889	412 889
Autres crédits d'impôt				1 639	1 639
<b>Total</b>	<b>5 772 345</b>	<b>-</b>	<b>5 772 345</b>	<b>(967 813)</b>	<b>3 969 856</b>

Au 31 décembre 2020 la société NSE n'a plus de déficits reportables.

#### 4. AUTRES INFORMATIONS

##### NOTE 17 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

###### TABLEAU DE SYNTHÈSE DES ENGAGEMENTS DONNES

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Engagements financiers</b>		
Cautions de contre-garantie sur marchés	683 048	710 175
<b>Dettes garanties par des sûretés réelles</b>	1 372 215	2 275 751
<b>Autres engagements</b>		
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	901 490	649 189
<b>TOTAL</b>	<b>2 956 753</b>	<b>3 635 115</b>

###### CAUTIONS SUR MARCHES

Ces engagements concernent des garanties bancaires données sur des marchés export pour 683 milliers d'euros.

###### HYPOTHEQUE ET NANTISSEMENT

La société a consenti un privilège de prêteur de deniers sur le bâtiment CEP d'Abrest en garantie du prêt bancaire de 450 K€ souscrit à cet effet.

La société a également hypothéqué le bâtiment A du site d'Abrest en garantie des deux prêts bancaires souscrits en 2018 pour 933 K€ et 950 K€ pour financer le remboursement des emprunts obligataires.

###### INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière s'élève à 1 760 milliers d'euros au 31 décembre 2020

Sur cet engagement, 455 milliers d'euros sont couverts par le versement de primes à une compagnie d'assurance et 403 K€ sont provisionnés dans les comptes. Le montant de 403 K€ correspond à la provision comptabilisée au 31 décembre 2014 dans les comptes de la société NSE qui a été absorbée par la société en 2015. Cette provision est reprise au fur et à mesure de son utilisation effective pour les seuls salariés de la société absorbée. Les nouveaux droits acquis par ceux-ci après la fusion ne sont pas provisionnés.

Le solde résiduel de l'engagement hors bilan s'élève donc à 901 milliers d'euros.

**NOTE 18 : EFFECTIF MOYEN**

Effectif moyen	2020	2019
Ouvriers	50	49
Employés	96	136
Techniciens, agents de maîtrise	148	156
Cadres	106	96
<b>Total</b>	<b>400</b>	<b>437</b>

**NOTE 19 : REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2020 aux organes de direction de la société est de 518 195,93 €uros.

**NOTE 20 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La charge de l'exercice relative aux honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 47.300 euros répartie de la façon suivante :

	Certification	Autres
GRANT THORNTON	28 380	
ACCORE	18 920	
<b>TOTAL</b>	<b>47 300</b>	<b>-</b>

**NOTE 21 : RISQUE DE MARCHE****Risque d'actions**

La société n'a pas procédé à des investissements en actions hormis les 227.634 actions d'autocontrôle qu'elle détient. Au 31 décembre 2020, aucune dépréciation n'a été constatée.

**Risques de taux**

Au regard de la structure de sa dette, la société estime que l'augmentation ou la diminution des taux d'intérêts n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat.

Les emprunts bancaires en cours contractés par NSE sont à taux fixe.

**Risque de change**

Au 31 décembre 2020, le solde des comptes bancaires de NSE étaient créditeurs de 25 KUSD et 3 104 KCAD.

Par ailleurs, les soldes clients et fournisseurs en devises au 31 décembre 2020, s'élevaient à 50 KUSD, 10 KCAD et 9 KCHF pour les clients et 405 KUSD, 3 KCAD, 17 KGBP et 12 KCHF pour les fournisseurs.

L'emprunt en dollars canadiens de 2.200 KCAD souscrit pour les besoins de la filiale canadienne a été soldé au cours de l'exercice. Le solde de l'avance consentie à la filiale canadienne au 31 décembre 2020 s'élève à 2.760 KCAD et a conduit à la comptabilisation d'une provision pour perte de change de 243 K€.

Au 31 décembre 2020	en '000	USD	CAD	CHF	GBP
Actifs financiers		82	5 874	9	
Passifs financiers		(414)	(3)	(12)	(17)
<b>Position nette avant gestion</b>		<b>(332)</b>	<b>5 871</b>	<b>(3)</b>	<b>(17)</b>
Hors bilan					
<b>Position nette après gestion</b>		<b>(332)</b>	<b>5 871</b>	<b>(3)</b>	<b>(17)</b>

**NOTE 22 : COMPTES CONSOLIDES**

Les comptes de la société sont inclus par intégration globale dans les comptes de la société NSE participations dont le siège est sis La Grand Croix – Domaine de la Croix à Nizerolles (03250) et immatriculée au RCS de Cusset sous le numéro 534 226 964.

La société établit des comptes consolidés en qualité de société tête de sous-groupe.

Les comptes consolidés des deux sociétés sont disponibles à leur siège social.

**NOTE 23 : EVENEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE**

- Le 08 Janvier 2021, NSE a racheté à Desjardins Capital les actions détenues à hauteur de 28.84% dans NSE Automatech. De ce fait NSE est désormais actionnaire unique de NSE Automatech.
- Mise sur le marché de 200.000 actions auto-détenues
- Sur les 3 PGE, de 1 M€ chacun, souscrit au début de la pandémie, nous avons pris la décision de rembourser 2 M€ et de garder 1 M€ sur 2 ans.